

*Article 21 du Règlement***LE COMMERCE EXTÉRIEUR****L'AUGMENTATION DES EXPORTATIONS DE BOIS D'OEUVRE À
DESTINATION DES ÉTATS-UNIS**

M. Ted Shellenberg (Nanaimo—Alberni): Monsieur le Président, le 19 janvier dernier, le chef de l'opposition (M. Turner) a déclaré à la Chambre que la taxe de 15 p. 100 à l'exportation du bois d'oeuvre destiné aux États-Unis allait jeter des milliers de travailleurs forestiers sur le pavé et compromettre notre souveraineté. Ses collègues libéraux et néo-démocrates évidemment ont renchéri en prédisant encore une fois que le ciel allait nous tomber sur la tête.

Il s'est écoulé 11 mois depuis l'adoption de cette mesure. Voyons maintenant ce que révèle une étude de l'*International Woodworkers of Canada*. Elle signale que «des mises à pied massives qui avaient été prédites n'ont tout simplement pas eu lieu. Cette mesure n'a eu que des répercussions négligeables sur la production et sur l'emploi. Au demeurant, on produit presque 900 million de pieds de bois de plus cette année que l'an dernier, et en Colombie-Britannique... les scieries ont augmenté leurs effectifs de 600 travailleurs entre janvier et septembre 1987».

Les députés de l'opposition ont encore une fois joué aux prophètes de malheur comme ils le font depuis trois ans maintenant.

Ils ont prédit que nos mesures coûteraient 60 000 emplois, alors que nous en avons créé près d'un million.

Ils nous ont avertis aussi que la taxe à l'exportation entraînerait des centaines de mises à pied, alors qu'elle a créé des centaines de nouveaux emplois. Maintenant, ils nous resservent encore la même rengaine à propos du libre-échange. Mais le gouvernement progressiste conservateur du Canada prouvera encore une fois qu'ils font fausse route.

* * *

[Français]

LES JEUX DU COMMONWEALTH DE 1994**L'OBLIGATION POUR LE GOUVERNEMENT DE VEILLER AU
RESPECT DES EXIGENCES EN MATIÈRE DE LANGUES
OFFICIELLES**

M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa—Vanier): Monsieur le Président, tous savent que les Jeux olympiques d'hiver se tiendront bientôt à Calgary. Tous les francophones hors Québec se souviennent aussi qu'ils ont failli ne pas avoir droit à la télédiffusion des jeux dans leur langue. Cette situation découle du fait que le Comité organisateur olympique n'a pas tenu compte des exigences fédérales en matière de langue dans la négociation de ses contrats.

En Chambre, j'ai demandé au ministre des Communications de l'époque de prendre des mesures pour s'assurer qu'une situation semblable ne se reproduise pas. Il m'a dit non seulement qu'il était d'accord, mais que c'était là une excellente suggestion.

Étant donné que les Jeux du Commonwealth de 1994 viennent d'être attribués à Victoria, et que le gouvernement a décidé d'entreprendre une enquête sur ce choix, j'en profite

pour demander au gouvernement de donner des directives fermes pour s'assurer que les Jeux du Commonwealth se feront dans le respect de la dualité linguistique canadienne, tant au niveau de l'accueil au public qu'aux niveaux de la publicité aux Canadiens, des négociations contractuelles, de la radiodiffusion et de la télédiffusion de ces Jeux de Victoria.

* * *

[Traduction]

LA RÉFORME FISCALE**LE CHANGEMENT À LA COMPTABILITÉ D'EXERCICE—LES
CONSÉQUENCES POUR LES AGRICULTEURS**

M. John Gormley (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, la sensibilité du gouvernement envers les agriculteurs de l'Ouest est bien connue, et pour cause: un programme spécial d'un milliard de dollars pour les grains, une exemption fiscale sur les gains en capital, 200 millions de dollars par année sous forme de dégrèvement fiscal applicable au carburant utilisé à des fins agricoles et, depuis un an, un paiement de stabilisation de 1,4 milliard de dollars pour les grains de l'Ouest, voilà autant d'exemples des engagements du gouvernement envers les agriculteurs des Prairies.

Toutefois, un problème cause actuellement des inquiétudes aux agriculteurs de la Saskatchewan, soit le changement à la comptabilité d'exercice proposé dans le récent Livre blanc sur la réforme fiscale. La plupart des agriculteurs s'accordent à dire qu'on devrait définir plus clairement ce qu'on entend par un vrai ou un véritable agriculteur. Ils sont aussi d'avis qu'il y aurait lieu de réexaminer l'exigence relative à la rentabilité, comme le Livre blanc le propose. Cependant, le temps est mal choisi de recommander une formule comptable nouvelle et différente, car les prix des céréales sont très bas, et la communauté agricole est dans l'incertitude. Ayant étudié la question en long et en large, je demande au gouvernement de revenir sur sa décision de proposer une nouvelle formule de comptabilité d'exercice.

* * *

LE CANADIEN NATIONAL**L'ANNONCE DE L'INTENTION DE VENDRE DES COMPAGNIES DE
TÉLÉPHONE QUI SONT SES FILIALES**

M. Dave Nickerson (Western Arctic): Monsieur le Président, le CN a annoncé son intention de vendre deux de ses filiales qui sont des compagnies de téléphone, soit Terra Nova Tel à Terre-Neuve et NorthwesTel dans les Territoires du Nord-Ouest et au Yukon, afin de réduire sa dette de 3,2 milliards de dollars.

Le CN a promis qu'il n'y aurait pas de diminution de service ni de hausse de tarifs, ce qui est très important pour les abonnés de téléphone dans les régions touchées. Les employés seront protégés, car le nouveau propriétaire sera tenu de respecter les conventions collectives existantes et de verser les prestations de pension.